

ACTUALITE REGIONALE**Trois pays d'Afrique de l'ouest dans le top 5 des pays les plus attractifs en Afrique, d'après l'Africa CEOs Survey 2020**

Pour la 2^{ème} année consécutive, [l'AFRICA CEO FORUM et le cabinet Deloitte ont publié leur baromètre des CEOs Africains](#). Dans un contexte exceptionnel lié à crise sanitaire, cette enquête a été menée auprès de plus de 150 dirigeants. Sans surprise, 95% des CEOs africains interrogés ont observé un impact négatif sur leurs activités de la crise liée à la COVID-19. Toutefois, l'esprit de résilience est frappant : 80% des répondants affichent un niveau de confiance élevé sur les perspectives du continent à long terme, alors qu'ils n'étaient que 73% l'an passé. Parallèlement, les CEOs interrogés identifient comme l'an passé le climat des affaires et l'état des infrastructures comme les principaux freins à l'accélération de leur stratégie. En outre, pour la 2^{ème} année consécutive, la Côte d'Ivoire apparaît comme le pays le plus attractif en Afrique aux yeux des dirigeants africains. Il est suivi, par ordre d'attractivité, par le Kenya, le Ghana, le Sénégal et l'Ethiopie.

COVID-19 : entre 90 et 120 M de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté selon la CNUCED

[La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement \(CNUCED\)](#) a publié le 22 septembre son rapport annuel sur le commerce et le développement intitulé « [De la pandémie mondiale à la prospérité partagée : éviter une nouvelle décennie perdue](#) » en référence à la crise financière de 2007-2008, appelant à la mise en place d'une politique de relance coordonnée à l'échelle mondiale. Le rapport s'inquiète de la progression des inégalités engendrée par la pandémie et des difficultés des pays en développement, confrontés à des marges de manœuvre budgétaire très limitées dans un contexte d'augmentation des dépenses et de baisse des recettes fiscales. Le rapport soulève ainsi les risques qui pèsent sur les objectifs de l'Agenda 2030, alors que 90 à 120 M de personnes supplémentaires seront poussées dans l'extrême pauvreté en conséquence de la pandémie, selon les estimations de l'institution. Celle-ci plaide notamment pour la mise en place d'un Plan Marshall au bénéfice des systèmes de santé des pays en développement.

Un appel d'offre à 140 M EUR pour l'acheminement par voie terrestre du fret des forces françaises en Afrique de l'Ouest

[Un appel d'offres pour l'acheminement par voie terrestre du fret au départ d'Abidjan](#) (Côte d'Ivoire) et à destination des forces françaises stationnées en Afrique de l'Ouest, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali, ou en provenance de ces mêmes forces à destination d'Abidjan, a été lancé par la plate-forme affrètement et transport du ministère français des armées le 15 septembre. Ce contrat, d'une valeur de 140 M EUR, est prévu pour une durée initiale de 24 mois et peut faire l'objet d'une reconduction pour une durée maximale de 84 mois. La date limite de candidature est fixée au 14 octobre. A noter que le groupe Bolloré est adjudicataire du marché en cours, soumissionné en juillet 2016.

Accord-cadre sur la gestion transfrontalière avec le Bénin

Le 22 septembre à Cotonou, [des experts du Bénin et du Burkina Faso ont établi un accord-cadre sur la coopération transfrontalière entre les deux pays](#), en vue d'éviter les tensions au niveau des populations de part et d'autre de la ligne frontalière. Le document sera soumis dans les prochains jours à la signature des plénipotentiaires des deux pays et devrait permettre de corriger certaines faiblesses liées à la coopération transfrontalière, dont l'absence de cadre légal régissant la coopération administrative transfrontalière dans les deux pays. Pour rappel, c'est dans le parc de la Pendjari situé à la frontière bénino-burkinabè que deux touristes français avaient été enlevés et leur guide tué en mai 2019.

Etat des lieux du projet d'autoroute Ouagadougou-Yamoussoukro.

L'Agence des travaux d'infrastructures du Burkina Faso (Agetib) a organisé [un atelier de restitution du rapport d'avant-projet sommaire « des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social de mise en concession de l'autoroute Ouagadougou – Yamoussoukro, tronçon Bobo-Dioulasso/Frontière Côte d'Ivoire »](#) (200 km). Cette étude d'un coût de 1,3 Md FCFA (1,9 M EUR) a été financée par l'UEMOA. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme d'Action Communautaire des Infrastructures et Transports Routiers (PACITR) de l'UEMOA. Près de 600 km de routes (sur 1 300 km) seront réalisés du côté burkinabé pour un montant estimatif de 1 200 Mds FCFA (1,8 Md EUR). Côté ivoirien, la section Yamoussoukro-Tiébissou (36,5 km), financée par la Banque islamique de développement (BIsD), est exécutée à 60%. Le tronçon Tiébissou – Bouaké (78,5 km), réalisé par une société chinoise, affiche un taux de réalisation de 40%. Pour le tronçon Bouaké-frontière du Burkina Faso, les études sont en cours.

BENIN

Le port de Cotonou va s'équiper de 2 nouveaux remorqueurs

Le port autonome de Cotonou continue de renforcer ses capacités opérationnelles. [La plateforme a annoncé la signature du contrat d'acquisition de deux nouveaux remorqueurs](#) au terme du mois d'août dernier. Les deux engins multifonctions de 85 t qui seront acquis auprès du fournisseur hollandais Damen Shipyards Group, permettront le remorquage de navires de grandes capacités. Leur livraison est prévue en début 2021. En 2019, le port autonome de Cotonou a réalisé un trafic global de marchandises de 10,1 Mt.

BURKINA FASO

Point sur la situation humanitaire du pays à la mi-septembre

[Selon la ministre en charge de l'action humanitaire, le Burkina Faso compte au 8 septembre 1 034 609 personnes déplacées internes \(PDI\) réparties.](#) Ces PDI sont accueillies dans 257 communes relevant de 13 régions du pays, avec une forte concentration dans les régions du Centre-Nord, du Sahel, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Également, 106 228 personnes seraient sinistrées suite aux inondations causées par les pluies diluviennes, dont 50 052 personnes « très vulnérables ». Le bilan fait notamment état de 112 blessés et 41 décès.

Révision du Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga

[Le conseil des ministres du 23 septembre 2020 a adopté un décret portant approbation du Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga \(SDAGO\), horizon 2025,](#) suite à la révision du Schéma directeur d'aménagement du Grand Ouaga. Mis en œuvre depuis 2017, le SDAGO a rencontré de nombreuses difficultés. Il prévoit un schéma d'aménagement et d'urbanisation de la ville de Ouagadougou en intercommunalité, avec les communes limitrophes. L'adoption de ce décret vise une meilleure organisation de cet espace qui couvre environ 3 300 km². À l'horizon 2025, le Grand Ouaga devrait compter 4,7 M d'habitants, dont plus de 88% urbains. Ouagadougou couvrira 80 % de son territoire.

Recouvrement forcé envisagé pour les sociétés minières refusant de contribuer au FMDL

[La Secrétaire Générale du ministère des Mines et des Carrières a indiqué que deux sociétés minières appartenant au groupe Nord Gold \(Bissa Gold et Taparko Gold\) refusent de contribuer au Fonds minier pour le développement local \(FMDL\), institué par le code minier de 2015.](#) Bien que la contribution au FMDL soit obligatoire depuis son opérationnalisation en 2017, les deux sociétés arguent qu'elles sont régies par le code de 2003 et évoquent la clause de la stabilité fiscale pour soutenir leur refus de payer. Des procédures seraient ainsi en cours pour un recouvrement forcé. La contribution du secteur minier au PIB est estimée à 12,1% en 2018. Au 30 Juin 2020, 17 mines et 26 carrières industrielles sont en exploitation et plus de 51 Mds FCFA (76,5 M EUR) ont été récoltés au profit des collectivités territoriales du Burkina Faso.

COTE D'IVOIRE

COVID-19 : impact sur le secteur des transports estimé à 111 Mds FCFA

[Selon une étude menée par le ministère des Transports](#), le secteur des transports a été impacté dans son ensemble à hauteur de 111 Mds FCFA (169,6 M EUR) par la pandémie de COVID-19, dont 84,5 Mds FCFA (129,1 M EUR) de pertes pour le transport des personnes et 26,5 Mds FCFA (40,5 M EUR) pour le transport de marchandises. Diligemment en juin 2020, cette étude prend en compte les pertes d'exploitation, notamment le chiffre d'affaire, les charges fixes incompressibles et les salaires obligatoires à financer.

Bilan des flux physiques et financiers du secteur de l'énergie au 30 juin 2020

Selon une [communication adoptée en Conseil des ministres](#), au premier semestre 2020, les productions de pétrole brut et de gaz naturel sont respectivement de 5 225 485 barils et 38 781 095 MMBTU. Elles enregistrent respectivement une baisse de 24,7% et une hausse de 3,2% par rapport aux résultats obtenus en 2019, du fait des effets conjugués de la baisse de la production de pétrole brut sur les blocs CI-26 et CI-40 et de l'augmentation de la livraison de gaz naturel des blocs CI-27 et CI-11. Relativement à l'électricité, la production totale à fin juin 2020 s'établit à 5 726,3 GWh, dont 70,9% de cette production est issue du thermique et 29,1% de l'hydraulique. Elle enregistre une hausse de 5% par rapport à son niveau de fin juin 2019. Il ressort pour le secteur de l'électricité, un solde d'exploitation excédentaire de 6,5 Mds FCFA (9,9 M EUR) à fin juin 2020 en tenant compte des charges financières et des dotations aux amortissements.

Lancement des travaux de construction de deux unités industrielles de transformation du cacao à San Pedro et Abidjan

[Les travaux de construction d'un complexe de transformation du cacao](#), constitués de deux unités de transformation de fèves de 50 kt chacune, de deux entrepôts de stockage d'une capacité totale de 300 kt et d'un centre de formation aux métiers du cacao, ont débuté dans la zone industrielle PK 24 d'Abidjan et à San Pedro cette semaine. Initié par le Conseil Café-Cacao (CCC) avec le soutien de la coopération chinoise pour un coût de 216 Mds FCFA (328,3 M EUR), ce complexe permettra à la Côte d'Ivoire d'augmenter sa capacité de transformation, estimée à environ 700 kt actuellement (moins d'un tiers de la production totale), dans l'objectif d'atteindre un volume de cacao transformé de 1 Mt par an d'ici 2023. Selon le directeur général du CCC, 40% de la production des usines sera destinée au marché chinois. L'exécution des travaux devrait durer 24 mois. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est de loin le premier producteur mondial de cacao, avec plus de 2 Mt récoltés chaque année, soit 40% de la production mondiale.

GAMBIE

Le secteur de la pêche a généré 3 M EUR en un an

Selon le chef de l'Etat Adama Barrow, [le secteur de la pêche aurait généré 178 M GMD \(près de 3 M EUR\) entre septembre 2019 et mi-septembre 2020](#). Ce montant proviendrait des retombées financières de l'accord de partenariat UE-Gambie pour une pêche durable, mais également des amendes infligées et des droits d'accostage. Pour alléger l'impact économique et financier du coronavirus sur les petits pêcheurs, l'interdiction de pêcher la nuit aurait été repoussée du 1^{er} août au 30 novembre. En outre, 1 036 emplois auraient été créés dans ce secteur.

GUINEE

Bonne avancée des travaux de la ligne ferroviaire Boké-Télimélé

[Les travaux de construction de la ligne de chemin de fer de 135 kilomètres entre Dapilon-Santou II \(Boké\) et Houda \(Télimélé\)](#) avancent dans le respect du calendrier annoncé par le Consortium SMB-Winning, avec l'objectif d'une mise en service de la voie ferrée en 2022. Cette voie de chemin de fer servira principalement à acheminer de la bauxite entre ces zones. En outre, elle aura vocation à moyen terme à transporter également des marchandises, en s'inscrivant dans le cadre d'un corridor agricole. La construction de cette voie ferrée

s'inscrit dans le cadre plus large du projet Boffa-Boké, porté par la SMB-Winning. En plus de la ligne Boké-Télimélé, le projet prévoit la construction d'une raffinerie en alumine et l'exploitation de deux nouveaux gisements bauxitiques. A la signature des conventions, le projet était budgété à 3,5 Mds USD.

LIBERIA

Un nouveau plan stratégique triennal pour l'agriculture

[La ministre de l'Agriculture, Jeannie Milly Cooper, a annoncé avoir élaboré un plan stratégique triennal pour son ministère.](#) Ce plan s'appuie essentiellement sur des partenariats public-privés afin d'introduire des initiatives de financements innovants pour faire face à l'insolvabilité quasi généralisée du monde agricole et la faible liquidité de la place bancaire. Une des façons d'y remédier est d'injecter des liquidités à travers des schémas d'investissements à risques partagés dans l'agro-business et dans le cadre de modèles de financements des PME rurales. L'accent est mis sur l'augmentation de la production de produits de base comme le riz, le manioc, les oléagineux, les haricots et les légumes. D'autre part, elle entend s'appuyer les filières caoutchouc, manioc, huile de palme et riz, via une politique incitative auprès des agroindustriels.

MALI

L'inflation en hausse de +2,1% en g.a.

[L'indice des prix à la consommation](#) a progressé de +2,1% en g.a. au mois d'août 2020, sous l'effet d'une hausse des prix des produits alimentaires (+4,9% en g.a.), notamment des matières grasses (+14,8%), des tubercules et plantains (+18,9%), des légumes frais en feuilles (+12,3%) et des céréales non transformées (+7,8%). Les frais relatifs aux services de santé (+5,7% en g.a.), à l'enseignement (+3,9%) et aux services de restauration et d'hôtellerie (+3%) ont également augmenté. Ces hausses ont été modérées par la baisse des prix des boissons alcoolisées et du tabac (-6,6% en g.a.), des frais de transport (-3,8%), des services de communication (-16,6%) et du logement et de la facture énergétique (-1,4%).

MAURITANIE

COVID-19 : présentation d'un plan de relance économique de 550 M EUR

Le gouvernement mauritanien a présenté, le 22 septembre, un [plan de relance économique d'un montant de 24 Mds MRU \(550 M EUR\), soit environ 8,5% du PIB.](#) Ce plan de relance devrait être exécuté en 30 mois et comprendrait 6 axes : (i) Infrastructures de soutien à la croissance (145 M EUR) ; (ii) Offre sociale et soutien à la demande (186 M EUR) ; (iii) Potentiel productif et autosuffisance alimentaire (123 M EUR) ; (iv) Appui au secteur privé (52 M EUR) ; (v) Reboisement et création d'emplois verts (21,9 M EUR) ; (vi) Gouvernance et mise en œuvre du programme (1,4 M EUR). La Mauritanie prévoit une contraction de son économie de 3,2% en 2020.

Octroi d'un don de la BAfD de 2,1 M USD au Programme de financement des risques de catastrophe

[La Banque Africaine de Développement \(BAfD\) a approuvé le 16 septembre l'octroi d'un don de 2,1 M USD en faveur de la Mauritanie](#) afin de renforcer la résilience du pays face aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire. Ce don de la BAfD s'inscrit dans le cadre de son programme de financement des risques de catastrophe en Afrique (ADRFi) afin de permettre à la Mauritanie de souscrire une police d'assurance indexée sur le risque de sécheresse, ouvrant ainsi l'accès au pays à une assistance technique et institutionnelle sur l'évaluation des risques liés au changement climatique.

NIGER

Don de 4,8 M EUR de la BAfD au programme ADRiFi de gestion des risques de catastrophe

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 23 septembre, un don de 4,8 M EUR au Niger](#) pour la mise en œuvre de son Programme de financement de la gestion des risques de catastrophe en Afrique (ADRFi). Le projet, qui porte sur un montant total de 6,9 M, sera cofinancé par la Mutuelle panafricaine de

gestion des risques (ARC) avec une contribution en nature d'environ 891 k EUR ainsi que le gouvernement nigérien à hauteur de 1,2 M EUR. L'ADRFi au Niger sera mis en œuvre de 2020 à 2023 et fournira un appui technique et financier au gouvernement nigérien à travers (i) le renforcement des capacités du pays en matière d'évaluation des risques de sécheresse, de prévention des crises alimentaires liées à la sécheresse et d'élaboration de plans de contingence et (ii) le transfert du risque souverain à travers la souscription d'une assurance contre les risques de sécheresse auprès de l'ARC.

OPTIMA ESN pour l'accélération de l'inclusion financière

Créée en 2019, OPTIMA ESN est une FinTech nigérienne dirigée par M. Attinine Soumana qui a pour vision d'œuvrer pour plus d'inclusion financière, en facilitant notamment les paiements. [La jeune entreprise détient à cet effet des contrats d'intégrateur Mobile Money avec tous les opérateurs télécoms du Niger, et vient de lancer un service de paiement de taxes municipales par Mobile Money.](#) Elle offre également la possibilité aux agents municipaux d'assurer la collecte des taxes via TPE, de façon à ce qu'il y ait plus de traçabilité. Récemment, Optima ESN a signé un accord avec la ville d'Agadez qui servira de cité pilote. Selon [le rapport de la BCEAO sur l'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA](#), en 2019, le Niger affiche un taux global d'utilisation des services financiers (comptes actifs et corrigé de la multibancarité) de 17,5%, le plus faible de la région et très en deçà de la moyenne de l'Union qui est de 60,1%.

SENEGAL

Récession de 0,7% en 2020 pour le Sénégal, d'après le FMI

[Le Fonds monétaire international \(FMI\) a mené une mission virtuelle du 9 au 18 septembre 2020](#) afin de mettre à jour les projections macroéconomiques, et d'examiner l'exécution de la loi de finances rectificative 2020 et le projet de loi de finances pour l'année 2021. L'économie sénégalaise aurait été durement touchée par la pandémie de COVID-19 : le PIB réel se contracterait de 0,7% en 2020. Les mesures strictes d'endiguement ont entraîné des perturbations de l'activité économique plus importantes que prévu. En 2021, l'économie devrait rebondir, avec une croissance supérieure à 5% portée en partie par des perspectives favorables dans le secteur agricole.

Macky Sall annonce 300 Mds FCFA pour la phase 2 du PUDC

Au terme de sa tournée économique dans le bassin agricole, [le Président Macky Sall a annoncé que 300 Mds FCFA \(457 M EUR\) seront mobilisés pour la deuxième phase du Programme d'urgence de développement communautaire](#) (PUDC). La moitié de ce montant aurait été déjà financée par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et le Fonds saoudien de développement. L'objectif du programme est de contribuer à l'amélioration significative des conditions de vie des populations par une lutte plus soutenue contre les inégalités sociales, à travers l'accès durable aux infrastructures et services socio-économiques de base, et la création d'une économie locale.

COVID-19 : 300 Mds FCFA de pertes pour le secteur du tourisme

Selon le président de la Fédération des organisations patronales de l'industrie touristique (FOPITS), [la pandémie de la COVID-19 aurait occasionné des pertes de plus de 300 Mds FCFA \(457 M EUR\) pour l'industrie du tourisme au Sénégal](#) en 6 mois. Il précisera également que la mesure prise par le Chef de l'Etat, de porter le crédit hôtelier à 15 Mds FCFA (22,8 M EUR), aurait permis d'aider plus de 1 300 entreprises et de financer les besoins en fonds de roulement (paiement de salaires, factures...) durant trois mois. Selon lui, le taux d'occupation actuel des hôtels tournerait entre 5 et 20%.

SIERRA LEONE

Rythme d'inflation en g.a. quasiment stable en août, à 13,3%

[Le taux d'inflation en glissement annuel \(g.a.\) en Sierra Leone se situe à 13,3% en août 2020](#), après 13,30% le mois dernier. Toutes les composantes ont contribué à la hausse de l'indice des prix en août, principalement

les « Aliments et boissons non alcoolisées » (+17,7% en g.a.) et l'« Education » (+68,67% en g.a.). Selon les projections du FMI, le taux d'inflation devrait se situer à 15,7% en moyenne pour l'ensemble de l'année 2020.

TOGO

Les résultats du rebasage du PIB adoptés par le conseil des ministres

[Le gouvernement togolais a adopté les résultats des travaux de rebasage du Produit Intérieur Brut \(PIB\)](#) menés depuis 2018, en prenant 2016 comme année de référence. Le PIB nominal 2016 passe ainsi à 3 574,4 Mds FCFA (5,4 Mds EUR) contre 2 618,1 Mds FCFA (4 Mds EUR) suivant l'ancien système, soit une réévaluation de 36,5%. Dans la même veine, le PIB nominal 2019 s'établit à 4 230,6 Mds FCFA (6,4 Mds EUR) en 2019, contre 3 216,8 Mds FCFA (4,9 Mds EUR) selon le mode de calcul précédent. Cette réévaluation induit une amélioration de certains critères de convergence, notamment une baisse du taux d'endettement qui passe désormais à 51,9% du PIB en 2019, contre 68,3% du PIB auparavant. En revanche, le taux de pression fiscale s'est dégradé, passant de 20,8 % à 13,6% en 2019.

Exim-Bank of India finance les travaux d'électrification dans six villes

[Le gouvernement togolais a reçu une ligne de crédit concessionnel d'Export-Import Bank of India \(Exim Bank\)](#) pour financer des travaux de fourniture et de construction de réseaux électriques dans six villes togolaises. [Un appel d'offres restreint](#) a été publié par la Compagnie Energie Electrique du Togo le 21 septembre 2020 et s'adresse exclusivement à une douzaine d'entreprises d'origine indienne, parmi lesquelles figurent Ashoka Buildcon, Jaguar Obverseas, Transrail Lighting, Mohan Energy Corporation Private, Jakson et KEI Industries.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque